

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du lundi 25 septembre 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 23
Procuration(s) : 2
Absent(s) : 1
Nombre de votants : 25
Votes pour : 25
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mardi 12 septembre 2023

DELIBERATION N°DL_AP2023_0186

MOTION PORTANT SUR LES CONSEQUENCES DE LA CRISE DE L'EAU ET DEMANDANT AU
GOUVERNEMENT DE DECRETER L'ETAT D'URGENCE SANITAIRE A MAYOTTE, L'ETAT DE
CATASTROPHE NATURELLE ET LA CALAMITE AGRICOLE

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-cinq septembre, à 08h30, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Saindou ATTOUMANI donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Conseillère départementale absente :

Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°DL_AP2021_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu l'article 38, section 4, chapitre III du Règlement intérieur du Conseil départemental de Mayotte relatif aux motions, vœux et questions orales ;

Considérant la motion de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte portant sur les conséquences de la crise de l'eau et demandant au gouvernement de décréter l'état d'urgence sanitaire à Mayotte, l'état de catastrophe naturelle et la calamité agricole

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : D'adopter la motion annexée à la présente délibération, portant sur les conséquences de la crise de l'eau et demandant au gouvernement de décréter l'état d'urgence sanitaire à Mayotte, l'état de catastrophe naturelle et la calamité agricole ;

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de L'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**



**MOTION PORTANT SUR LES CONSEQUENCES DE LA CRISE DE L'EAU ET
DEMANDANT AU GOUVERNEMENT DE DECRETER L'ETAT D'URGENCE SANITAIRE A
MAYOTTE, L'ETAT DE CATASTROPHE NATURELLE ET LA CALAMITE AGRICOLE**

Depuis maintenant plusieurs mois, Mayotte vit au rythme des tours d'eau. De 24h, ceux-ci sont passés depuis la rentrée scolaire, à 48h/72 h pour certains secteurs du Département et 24h à 36h pour d'autres.

Les prévisions annoncées par les services de Météo-France ne sont guère optimistes, les services de l'Etat envisageant même de durcir davantage les coupures d'eau à partir de mi-septembre.

Pour pallier ces effets auprès de la population, l'Etat envisage :

- La distribution quotidienne d'eau en bouteille pour ravitailler 41.000 personnes dites « vulnérables » (femmes enceintes, enfants en bas-âge, personnes âgées et handicapées, personnes immunodéprimées) ;
- Le déploiement de 15 conteneurs-citernes de récupération d'eau potable de 26m³ chacune réparties sur le territoire;
- Le renforcement par une unité de traitement d'eau douce de 4 moteurs de production de 40m³ chacun, activés par roulement de 3, pour un traitement quotidien de 120m³ d'eau douce ;
- L'installation de 200 rampes d'acheminement d'eau ;
- Branchement des établissements scolaires sur le chemin de l'eau afin de sécuriser leur approvisionnement ;
- L'installation de cuves de stockage d'eau pour les écoles et établissements publics de première nécessité éloignés du chemin de l'eau...

Les administrations ainsi que les entreprises cherchent également à s'équiper de cuves afin de garantir l'activité sur le territoire. Ce sont près de 4 millions d'euros qui seront mobilisés pour le Conseil départemental dont 1,9 millions dès 2023.

Malgré la disponibilité de l'eau 1 jour sur 3 trois, les analyses fournies par l'ARS indiquent que cette eau n'est plus potable sans traitement...

Pour éviter toute contamination, c'est toute la population qui se mobilise aujourd'hui pour se fournir en eau potable en bouteille, denrée qui devient de plus en plus rare dans les magasins.

Malgré le gel des prix annoncé par l'Etat et l'instauration d'un taux d'octroi de mer à 0 % par décision du Conseil départemental, ce produit vital est inaccessible au plus grand nombre (A Mayotte les prix varient actuellement entre 4 et 11 euros le pack de 6 bouteilles, alors que celui-ci est entre 1 et 4€ en Métropole).

Face à cette situation, ce ne sont plus 41 000 personnes vulnérables mais toute la population de Mayotte (soit près de 400 000 personnes) qui est directement menacée d'une pénurie permanente d'eau et empêchée de mener une existence normale.

L'hôpital de Mayotte, en manque criant de personnel depuis des mois, fonctionne aujourd'hui en mode dégradé, dû au départ massif du personnel soignant (médecin, infirmiers ou sages femme) depuis le lancement de l'opération « wumbushu » et l'aggravation de la crise de l'eau.

Ceci a eu pour conséquence, des fermetures de sites et le rationnement des urgences, alors même que Mayotte, en termes de mortalité infantile, accuse un retard de 38 ans sur la métropole.

Il est observé d'ores et déjà depuis le début de cette crise de l'eau, une augmentation significative de pathologies comme:

- Des syndromes diarrhéiques
- Des infections cutanées et leurs complications
- Des cas de déshydratations aiguës...

Ainsi que quelques cas de typhoïdes mais pour le moment non épidémiques, et des pathologies potentiellement morbides sur les populations vulnérables précitées.

Le secteur économique et particulièrement l'hôtellerie, la restauration et l'agriculture, commence lui aussi à montrer ses limites face au durcissement de cette crise. Des abandons de culture sont déjà constatés chez certains producteurs maraichers par manque d'eau. Les autres secteurs réduisent quant à eux la voilure par précaution quand d'autres encore doivent s'adapter au rythme des coupures. La restauration et l'hôtellerie réfléchissent actuellement à recourir à l'activité partielle, avec sollicitation de mesures financières d'accompagnement de l'Etat comme pendant la crise du COVID.

Les établissements scolaires sont également sévèrement impactés par ces pénuries et montrent des signes de fragilité malgré les précautions prises. Il est

d'ores et déjà enregistré une diminution du temps scolaire voire des fermetures de classes quand l'eau n'est plus disponible.

Face à cette crise inédite, le Conseil départemental reçoit avec bienveillance les initiatives entreprises au niveau européen auprès de la Commissaire FERREIRA, visant à élaborer des mesures d'urgence complémentaires pour venir en aide à la population. Force aujourd'hui est de constater l'absence manifeste de prise de conscience nationale de cette grave crise de pénurie d'eau pourtant longtemps annoncée. Mayotte subit encore une fois les conséquences de son éloignement de Paris, contraignant la population à faire preuve d'une grande résilience alors qu'une telle situation et *a fortiori* sa persistance aurait été simplement impossible à imaginer dans l'Hexagone.

De ce constat alarmant, actuel et à venir et considérant l'article 12 du Préambule de la Constitution du 27 Octobre 1946 (« La Nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales »), il est de la responsabilité du Conseil départemental, soutenu dans cette initiative par l'ensemble des élus locaux, de saisir par la présente motion, les plus hautes autorités de l'Etat, afin :

- De déclarer sans délai, l'état d'urgence sanitaire à Mayotte en vue :

- De mobiliser les moyens de secours de l'Etat pour répondre au besoin de la population sur la potabilité de l'eau et le maintien de l'activité malgré la sécheresse, y compris par le déploiement sans délai et sans entraves d'unités mobiles de dessalement supplémentaires.
- D'intervenir sur les prix des bouteilles d'eau afin de permettre à toute la population d'accéder à ce produit de première nécessité sans restriction
- De déployer en urgence, la réserve sanitaire aussi bien française qu'européenne en vue de garantir le fonctionnement du système de soins à Mayotte. Ce système, déjà sous tension, devra faire face à la crise sanitaire annoncée.

Dans ce contexte, il convient également de faciliter le recrutement de professionnels étrangers pour faire face aux besoins.

- D'anticiper le déploiement de forces de sécurité suffisante pour prévenir tout débordement en cas d'aggravation de la situation sociale
- De mesurer l'impact de la crise auprès des entreprises

- D'accompagner financièrement les associations qui s'occupent des personnes les plus fragiles pour éviter d'amplifier une catastrophe sanitaire.
 - D'équiper l'ensemble de la population ainsi que toutes entreprises et administrations de récupérateurs d'eau pouvant également servir de récupérateurs d'eau de pluie afin d'anticiper les prochaines saison de pluies.
 - De faciliter une fongibilité des crédits des collectivités et des fonds Européens pour faire face à cette crise
 -
- De reconnaître l'état de catastrophe naturelle et calamité agricole en vue de :
- Déployer pour les entreprises, tous les dispositifs de soutien financier nécessaires y compris par le gel des créances fiscales et sociales (exonérations ciblées, moratoire et étalement des paiements...) permettant de garantir le maintien de l'emploi sur le territoire malgré la crise de l'eau
 - Doter les agriculteurs de dispositifs financiers adaptés afin de faire face aux pertes subies du fait de la crise de l'eau actuelle et de la sécheresse exceptionnelle que traverse Mayotte
- De donner mandat au Président du Conseil départemental en vue d'effectuer au nom de l'Assemblée départementale, toute démarche utile auprès du Gouvernement mais aussi de la Commission européenne. Ce mandat aura pour objet le déploiement des mesures d'urgence indiquées pour préserver la population du manque d'eau et éviter l'effondrement du système de santé local. De plus, il devra permettre d'assurer les investissements nécessaires à la préservation de la ressource en eau sur le territoire et la construction d'infrastructures nouvelles en veillant à la consommation effective des fonds nationaux et européens annoncés pour écarter à l'avenir tout risque de répétition de la crise présente.

Le Président du Conseil départemental